

Si l'université perd son autorité sociale, avec quoi vaincra-t-elle l'ignorance?

Jean Bédard

(Cette conférence est une application de quelques concepts tirés d'un livre du même auteur, *Le Pouvoir ou la vie, repenser les enjeux de notre temps*, Montréal, Fidès, 2008.)

Dans ses *Resgestae*, l'empereur romain Auguste affirme qu'il a gagné par *autoritas* ce qu'il n'a pas pu gagner par *potestas*. Depuis Rome, on sait que le pouvoir peut s'imposer (*potestas*) par la menace, la violence, l'argent ou la manipulation, ce qui finit par coûter cher, mais aussi, il peut s'exercer par l'*autoritas* qui s'accroît grâce à la sincérité avec laquelle on poursuit le bien commun.

L'université est une vieille institution qui a misé sur l'*autoritas*. Sans cette *autoritas*, elle ne serait pas née et elle ne tiendrait pas debout.

Autoritas qui vient du mot *auctor*, voulant dire auteur. Par exemple, on peut dire qu'Aristote a été une des principales autorités des premières universités. Un auteur est une personne qui n'est pas submergée dans les idées de son époque, il « professe » un point de vue original (ou du moins il le croit). Bref, il y a une certaine synonymie entre autorité, auteur et professeur.

Mais à sa naissance, l'autorité des universités, elle, reposait sur quatre fondements :

1. La personne juridique de l'université était basée sur la communauté des maîtres et des étudiants qui se donnait des statuts (autodétermination);
2. Elle avait pour mission de conférer des grades indépendamment de la fortune et de la nation de chacun (accessibilité et internationalité);
3. L'autonomie de l'université par rapport aux pouvoirs économique, politique et religieux se voulait, sinon réelle et complète, au moins suffisante et apparente ;
4. Les systèmes de pensée et propositions que professaient ses maîtres devaient rester ouverts à la discussion rationnelle afin de ne pas tomber dans une idéologie (système fermé de pensée) quelconque.

Ces principes de collégialité, d'accessibilité, d'autonomie et d'ouverture intellectuelle permettaient à l'université de se tailler une autorité dans la société médiévale et de traverser le temps.

Évidemment, tout comme la démocratie est une aspiration et non un fait, l'université tendait vers ses fondements sans jamais y être tout à fait fidèle.

Je le disais d'entrée de jeu, le pouvoir repose sur deux principes : la force (*potestas*) et l'autorité (*autoritas*).

La force, *potestas*, consiste à amener quelqu'un à faire quelque chose qu'il ne ferait pas s'il ne se sentait pas menacé, n'était pas récompensé, était bien informé. En somme, seule une personne éduquée et informée, assurée d'une liberté complète d'expression peut échapper à la force.

L'autorité, *autoritas*, vient au contraire de la confiance que l'on gagne grâce à des qualités favorables à la collaboration. La personne est amenée par éducation et information, sans la moindre pression, à se réaliser et à participer à la vie collective. L'autorité est longue à gagner et facile à perdre.

À cet égard, l'éducation consiste à aider les citoyens à échapper à la force. Lorsqu'il y a utilisation de la force, il n'y a pas d'éducation, mais endoctrinement.

Ces deux principes ne peuvent pas vivre séparément et pourtant, ce sont deux principes contradictoires, d'où le paradoxe politique fondateur des sociétés, d'où l'équilibre instable dont dépend la survie de n'importe quelle institution.

On le comprend, **l'université naissante, étant fondée sur l'autorité, n'était rien d'autre qu'un germe de la future démocratie**. Tel était l'enjeu.

Cependant, si une autorité utilise massivement des forces (*potestas*), que ce soient des forces de dissuasion, de rétribution ou de manipulation, elle risque de perdre son autorité. Par exemple, si Aristote avait utilisé des armes, de l'argent ou de la manipulation pour imposer ses idées, il ne serait pas une « autorité ».

Néanmoins, la mutation de l'*autoritas* en *potestas* est non seulement courante, mais presque universelle. Par exemple, pratiquement toutes les religions ont commencé par l'autorité d'un fondateur et ont dérivé rapidement en Églises.

Tout système de pensée qui passe de l'« autorité » à la « force » se ferme, c'est-à-dire se définit en doctrine et en idéologie. À l'inverse, par définition, un système de pensée ouvert est impossible à imposer puisqu'il aspire à évoluer par tous les sujets pensants.

S'il y a abus de pouvoir, une institution vide rapidement son capital d'autorité, ce qui la pousse à se retrancher de plus en plus sur les instruments de la force : la dissuasion, la rétribution et la manipulation. À noter que la bureaucratisation est un instrument de force qui cumule l'ensemble de ces outils dans un système de gestion dont le propre est d'échapper aux personnes (si possible à toutes les personnes y compris les gestionnaires). Le but de la bureaucratie consiste à neutraliser toutes les forces créatrices d'un système pour se l'assujettir.

Une institution, qui se retrouve complètement dépourvue d'autorité, n'a même plus assez d'autorité pour faire fonctionner ses instruments de force, de telle sorte qu'elle s'écroule. C'est le cercle vicieux menant à la mort d'une institution.

Par exemple, si une institution financière abuse des pouvoirs que lui procure l'argent qu'on lui confie, elle perd la confiance des épargnants et elle s'écroule.

Les institutions meurent généralement par abus de force. Une réforme, lorsqu'elle est endogène vise à sortir une institution du cercle vicieux de la force pour qu'elle puisse retrouver son autorité. Si la réforme vient de l'extérieur, c'est généralement pour rendre impossible une réforme interne réelle.

L'autorité, telle que nous la définissons, ne se **prend** pas. Elle nous est donnée parce qu'on laisse aux personnes toute l'autonomie nécessaire à l'exercice de leur intelligence et de leur jugement. Elle est lente à conquérir, elle est très stable et économique, mais elle est vulnérable à toute tricherie.

Les bases de l'autorité sont très mystérieuses. Il n'y a pas de recette miracle.

Prenons un exemple : il est certain que la science a gagné beaucoup d'autorité. Il est évident que si la science « imposait » ses propositions, elle ne ferait pas long feu. Elle pourrait gagner une bataille, mais elle perdrait la guerre.

Dans le cas de la science, qu'est-ce qui fait son autorité ?

Le fait qu'elle recherche la vérité des faits même si parfois cette vérité peut aller contre des intérêts personnels, politiques, religieux, corporatifs, doctrinaires, même contre les intérêts du chercheur ou de l'organisation qui parraine la recherche. Elle ne sert pas un intérêt particulier.

La science ne vise pourtant pas la vérité comme une vertu, comme le disait Poper, elle marche à rebours, elle refuse simplement, mais catégoriquement, le mensonge, elle refuse de mentir pour répondre à des intérêts particuliers.

Son autorité ne vient pas de ce qu'elle prétend dire la vérité, au contraire, son autorité vient de son humilité face aux savoirs toujours limités de l'expérience.

Dit autrement et plus fondamentalement, **elle s'assure de rester un système ouvert grâce au dialogue non-violent et à l'expérience décisive.**

La science n'a donc pas n'importe quel rapport avec l'*autoritas*, elle est fondée sur l'essence même de ce qu'est l'*autoritas* : **un point de vue sans intérêt propre**, un refus de mentir dans l'intérêt d'un être particulier. Elle est même, dans sa finalité ultime, méta-anthropocentrique, comme l'a démontrée l'astronomie.

Ce n'est peut-être pas un hasard si le christianisme a inventé l'université et si l'université a inventé la science.

L'université est née à un moment où la théologie chrétienne a tenté de sortir de l'emprise des doctrines formelles et fermées de l'Église catholique. Un des premiers combats de l'Université de Paris, par exemple, a consisté à mettre en confrontation dans une atmosphère de libre discussion la théologie musulmane d'Averroès, avec la théologie des Pères grecs de l'Église. On pourrait donner bien d'autres exemples. La clef, c'était la **confrontation libre des points de vue**. Confronter n'est pas affronter, c'est tenter de trouver une troisième voie entre deux doctrines.

Évidemment l'Église s'en est mêlé, évidemment, des professeurs ont été condamnés, et tout aussi évidemment, l'université a perdu beaucoup d'autorité.

Malgré bien des combats perdus, au cours des siècles, l'université a tiré son autorité de sa collégialité (autodétermination), de son accessibilité (indépendamment des revenus et des nationalités), de son autonomie et de son honnêteté intellectuelle. Elle a même donné naissance à la science.

Revenons sur la collégialité des professeurs et des étudiants. Dans mes études, j'ai rencontré, entre autres, le professeur Alexis Klimov. Il a été une autorité pour moi parce qu'il pensait par lui-même. Il marchait sur la glu institutionnelle et bureaucratique avec des pieds de téflon. Il était en recherche de significations pour lui-même et ses sœurs et frères humains. Il y a encore des « professeurs » dans les universités (qui peuvent être des chargés de cours). Tout n'est donc pas perdu.

La science s'est immédiatement présentée comme un antidote aux doctrines fermées, c'est-à-dire aux idéologies.

De leur côté, les facultés artistiques, à leur manière, ont avancé dans le même mouvement. Non pas en empruntant à l'épistémologie scientifique, mais en recherchant l'ouverture à la multiplicité des formes, des expressions et des expériences dans un esprit de dialogue honnête et multiculturel.

Bref, toutes les facultés universitaires ne pouvaient développer leur autorité morale et sociale qu'en restant fidèle à l'esprit des principes fondateurs.

Comme je le disais, l'université a été l'un des principaux germes **de la démocratie**.

La démocratie, rappelons-le, contrairement à ce qui est véhiculé, n'est pas une forme particulière du gouvernement, n'est pas une idéologie politique, mais elle est une **aspiration à un pouvoir politique fondée essentiellement sur l'autorité plutôt que sur la force**.

Cela dit, dans le monde concret, l'autorité a besoin d'un **minimum de force**. Si elle veut être trop pure, elle disparaît.

L'utilisation de la force est nécessaire à l'autorité. Par exemple, un professeur qui refuserait d'utiliser la force nécessaire pour éviter la tricherie d'un étudiant perdrait certainement son autorité vis-à-vis des autres étudiants. Une institution qui n'utiliserait pas la force nécessaire pour s'assurer du respect de ses statuts perdrait toute crédibilité.

Si un professeur se laisse intimidé, s'il coule dans la mélasse bureaucratique, dans l'obéissance, il cesse d'être auteur de sa vie, il est submergé, il se perd lui-même, il perd ses idées, sa santé mentale, sa santé tout court et il perd aussi son autorité.

Ce n'est pas la force qui détruit l'autorité, c'est son abus.

Qu'est-ce que l'abus de pouvoir? C'est lorsque la force n'est plus au service des finalités de l'institution, mais au service d'intérêts particuliers.

Qu'est-ce qu'un abus de non pouvoir ? C'est laisser faire cela.

Si, par exemple, l'université ou une de ses facultés se mettait à servir une entreprise privée au point **de biaiser la recherche dans ses orientations, dans ses approches, dans ses méthodes ou dans ses conclusions**, il y aurait certainement abus de pouvoir, ce qui saperait l'autorité nécessaire à l'existence même de l'université. Les professeurs complices assureraient sans doute leur survie, mais au prix de leur autorité et de celle de la science.

En d'autres mots : *l'université doit aller chercher des forces sans servir ces forces*. Elle doit aller chercher des moyens sans s'asservir à ces moyens.

Ce ne sont pas les liens obligés entre l'université et ses sources de financement qui sapent son autorité, mais bien une trahison de ses principes fondateurs.

Par ailleurs, la recherche de pureté peut entraîner l'université à ne dépendre que d'une source de financement, par exemple, celle de l'État et cela fragilise son autorité. Quant on fait des compromis, mieux vaud multiplier les acteurs de qui on dépendra.

L'université peut-elle survivre sans compromis ? L'université peut-elle survivre à ses compromis ? **Jamais ces deux questions ne peuvent être traitées indépendamment l'une de l'autre.**

Dès sa naissance, le point faible de l'université repose sur son financement. L'Église avait son système de taxation. L'État aussi. Les entreprises ont leur système de revenus. L'université ne voulait ni dépendre de l'Église, ni de l'État et elle ne voulait pas non plus être un commerce de diplômes vendus aux plus riches.

Bref, elle avait des visées très désintéressées, très détachées d'intérêts particuliers, cela facilitait son autorité, mais par le fait même, ses sources financières restaient indéfinies, fragiles, à renouveler sans cesse.

Elle a toujours trouvé des compromis. Au début, elle a été très dépendante de l'Église, ensuite très dépendante de l'État. Ces compromis entraînaient des risques de complaisance pour ses sources de financement et cela minait inévitablement son autorité. Aucune solution n'est parfaite.

Ici, je me sens très amateur et je n'ai pas de solution à proposer.

Je pense que toute institution qui est au cœur de la démocratie n'a pas beaucoup de choix.

L'autorité d'une institution démocratique ne se gagne pas vis-à-vis de l'État, mais vis-à-vis de la population.

L'université est un des seuls antidotes contre les idéologies sociales, politiques, économiques ou religieuses. **Sa mission première consiste à lutter contre les idéologies (entendu comme systèmes fermés de pensée) par l'intelligence critique, scientifique et artistique.** C'est sa mission d'éducation.

À cause de cette mission capitale, elle est toujours l'institution à abattre lorsqu'un totalitarisme émerge. C'est bien le cas actuellement.

On peut l'abattre en se l'assujettissant. On fait alors une pierre deux coups : elle perd son autorité sociale et sert l'idéologie économiste.

Elle peut reprendre son autorité sociale :

- Si on perçoit que ses professeurs sont des auteurs, des ouvriers de routes crédibles de connaissances et de significations;
- Si ses professeurs se nourrissent des problèmes du monde, aident les hommes et les femmes à vivre;
- Si ses professeurs se nourrissent aussi des problèmes qui sont rarement ressentis par les hommes et les femmes mais les appellent à se soulager d'eux-mêmes dans quelque chose qui les dépasse.

Bref, les professeurs doivent redevenir des auteurs et reprendre en main la « machine » universitaire (comme le diraient Heidegger ou Charlie Chaplin.) Il leur faut de l'intelligence mais aussi de la conviction et du courage. Ces qualités, ils les ont. Mais s'ils n'ont pas appris la solidarité, je crains pour eux et je crains pour les universités. La bureaucratisation des universités pourrait réussir ce que les pays totalitaires ont tentés de réaliser en vain!